

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL N° • 56-2020-132

PRÉFET DU MORBIHAN

PUBLIÉ LE 12 NOVEMBRE 2020

Sommaire

5601_Préfecture et sous-préfectures

• 56-2020-11-10-002 - Arrêté préfectoral du 10 novembre 2020 portant modification de l'arrêté du 7
novembre 2020 fixant la liste des établissements autorisés à accueillir du public pour la restauration assurée
au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier (2 pages)

Page 3

 \bullet 56-2020-11-11-001 - Arrêté préfectoral du 11 novembre 2020 portant obligation du port du masque dans le Morbihan (4 pages)

Page 5



Direction du cabinet Direction des sécurités

Arrêté préfectoral du 10 novembre 2020 portant modification de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2020 fixant la liste des établissements visés à l'article 40 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié autorisés à accueillir du public pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier

Le préfet du Morbihan Chevalier de la Légion d'Honneur Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 40 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 10 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Patrice FAURE en qualité de préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2020 fixant la liste des établissements visés à l'article 40 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié autorisés à accueillir du public pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier ;

Considérant que le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié autorise les établissements visés au I de son article 40 à accueillir du public pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier dans le cadre de l'exercice de leur activité professionnelle, entre 18 heures et 10 heures du matin, la liste des établissements concernés étant arrêtée par le représentant de l'État dans le département ;

Considérant la localisation des établissements visés au I de l'article 40 du décret n°2020-1310 à proximité des axes routiers et leur fréquentation habituelle par les professionnels du transport routier ;

Considérant que l'établissement dénommé le restaurant « Le Marais » situé à Moréac n'est pas en capacité de délivrer le service de , restauration demandé :

Considérant l'avis favorable émis par le gérant du restaurant « Le Manegwen » situé à Locmaria Grand Champ afin de délivrer le service sollicité pour la restauration des transporteurs routiers ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de cabinet ;

ARRÊTE:

Article 1: La liste des établissements mentionnés au I de l'article 40 du décret du 29 octobre 2020 susvisé autorisés, eu égard à leur proximité des axes routiers et à leur fréquentation habituelle par les professionnels du transport routier, à accueillir du public pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier dans le cadre de l'exercice de leur activité professionnelle, entre 18 heures et 10 heures, est modifiée et annexée au présent arrêté.

Article 2 : Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Article 3: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai maximal de deux mois à compter de son entrée en vigueur. Le tribunal administratif de Rennes peut également être saisi dans les deux mois par l'application internet « Télérecours citoyen » accessible sur le site <u>www.telerecours.fr</u>.

Le présent arrêté peut également faire l'objet dans le même délai d'un recours gracieux auprès du préfet du Morbihan ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Article 4: Le directeur de cabinet, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux exploitants des établissements mentionnés dans l'annexe. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan et accessible sur son site internet.

Vannes, le 10 novembre 2020 Le préfet, Patrice FAURE Annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2020 fixant la liste des établissements visés à l'article 40 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié autorisés à accueillir du public pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier

DEPARTEMENT (NUMERO)	NOM DU CENTRE	ADRESSE	СР	VILLE
56	la corne du cerf	Parc d'activités de l'Estuaire	56190	ARZAL
56	le bonvallon	ZI de Bonvallon – n° 2	56150	GUENIN
56	le dauphin	Rue Antonin Caremi. ZI du Porzo	56700	KERVIGNAC
56	le manegwen	4 lotissement Koet Bihan	56390	LOCMARIA GRAND CHAMP
56	Les Routiers	24 avenue Georges Pompidou	56800	PLOERMEL
56	hôtel de la gare	28 avenue Frères Rey	56460	VAL D'OUST (La Chapelle-Caro)



Liberté Égalité Fraternité

> Direction du cabinet Direction des sécurités

ARRETE PREFECTORAL PORTANT OBLIGATION DU PORT DU MASQUE DE PROTECTION

Le préfet du Morbihan Chevalier de la Légion d'Honneur Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L 3131-12 à L 3131-17 et L 3136-1;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1;

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 10 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Patrice FAURE en qualité de préfet du Morbihan

Vu le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire de la République à compter du samedi 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Vu le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'avis du directeur général de l'Agence régionale de la santé du 29 octobre 2020 relatif aux mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le département du Morbihan ;

Considérant que lorsque l'état d'urgence sanitaire est déclaré dans une circonscription territoriale, le Premier ministre peut, par décret réglementaire pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, prendre un certain nombre de mesures définis à l'article L 3131-15 du code la santé publique aux seules fins de garantir la santé publique, ces mesures devant être strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu;

Considérant que lorsque le Premier ministre prend des mesures mentionnées à l'article L 3131-15 du code la santé publique il peut habiliter le représentant de l'État territorialement compétent à prendre toutes les mesures générales ou individuelles d'application de ces dispositions, ces mesures devant être strictement nécessaires et proportionnées aux circonstances de temps et de lieu;

Considérant que le nombre de nouveaux cas COVID confirmés dans le Morbihan a augmenté de 2 251 entre le 30 octobre 2020 et le 9 novembre 2020, soit une augmentation de 42,81 %;

Considérant que le taux d'incidence dans le Morbihan est passé de 145,6 cas pour 100 000 habitants à 181,3 cas pour 100 000 habitants du 30 octobre au 9 novembre 2020, et que le taux de positivité est de 13,3 % le 8 novembre 2020;

Considérant, dans les communes morbihannaises de plus de 5 000 personnes, la densité de population, la présence d'établissements d'enseignement secondaire, l'activité économique créent les conditions d'un nombre plus important d'interactions sociales favorisant la propagation du virus de la COVID-19;

Considérant que l'agence régionale de santé de Bretagne, dans son avis du 29 octobre 2020, recommande la généralisation de l'obligation du port du masque ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de cabinet ;

ARRÊTE:

Article 1^{er}: Dans les communes de plus de 5 000 habitants (population INSEE), le port du masque est obligatoire pour toute personne de 11 ans et plus sur la voie publique ou dans les lieux ouverts aux publics de 7h à 21h.

Cette obligation s'applique dans les agglomérations des communes délimitées par les panneaux de signalisation routière indiquant les entrées et les sorties des agglomérations.

Sous réserve du respect des protocoles sanitaires existants, cette obligation ne s'applique pas aux personnes pratiquant une activité sportive. Sont également exemptés les conducteurs de véhicule à deux roues lors de leur déplacement.

Article 2 : Sur tout le territoire du département, sans préjudice des dispositions de l'article 1 er, le port du masque est obligatoire pour toute personne de 11 ans et plus :

- sur les marchés de plein air alimentaires ou proposant la vente de graines, semences et plants d'espèces fruitières ou légumières, et ce pendant toute la durée de l'événement;
- dans les communes et lieux figurant dans l'annexe 1 du présent arrêté et selon les dates et horaires qui y sont mentionnés;
- aux abords, dans un rayon de 100 mètres, de tous les établissements d'enseignement et de formation du département y compris les lieux de restauration collective de 7h à 21h;
- aux abords dans un rayon de 100 mètres de tous les établissements d'accueil collectif de mineurs du département sans hébergement de 7h à 21h;
- aux abords dans un rayon de 100 mètres des gares routières, ferroviaires et maritimes, et tout lieu d'attente de transport en commun de 7h à 21h:

Article 3 : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de la date de sa signature et jusqu'au 1er décembre 2020 inclus. Il abroge l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2020.

Article 5 : La violation des dispositions prévues à l'article 1er est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe, conformément au VII de l'article 1er de la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 susvisée. Lorsque cette violation est constatée à nouveau dans un délai de quinze jours, l'amende est celle prévue pour les contraventions de la 5ème classe.

Si les violations prévues au présent arrêté sont verbalisées à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, les faits sont punis de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai maximal de deux mois à compter de son entrée en vigueur. Le tribunal administratif de Rennes peut également être saisi dans les deux mois par l'application internet « Télérecours citoyen » accessible sur le site <u>www.telerecours.fr</u>.

Article 7 : Le directeur de cabinet, le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Vannes, le 11 novembre 2020 Le préfet, Patrice FAURE

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du novembre 2020 portant obligation du port du masque de protection dans le Morbihan

Communes	Lieux	Horaires
ARZON	- Quai et place du port du Crouesty, zone chalandise - bourg d'Arzon - place de l'église - Port-Navalo : boulevard de la rade, place du commerce, zone portuaire, parking et parvis de la criée, môle Fernand Calage (embarcadère), chemin du tour de Phare et place Pouplier - Kerners/Bilouris : cale embarcadère, billetterie et espace de vente - le terre-plein Nord (dit staromer) et le terre-plein Sud (dit technico-sportif) du Port du Crouesty	De 7h (matin) à 2h (matin)
BELZ	- le long du sentier côtier de la place du Niheu à la place Glamorgan - sur la place Glamorgan	De 10h à 19h
DAMGAN	- place des lavandières, rue Fidèle Habert, place Tiffoche, rue de la plage, rue de Kérifeu	De 8h00 à 22h00
GUISCRIFF	- à partir du carrefour de la rue de Quimperlé et de la rue de Croaschuré; - à partir du carrefour de la rue de Le Saint et de la rue Jules Ferry; - à partir du carrefour de la rue de la Gare et de la rue du Terrain des Sports; - à partir du carrefour de la rue du terrain des sports et de la rue de Kerlabour; - à partir du carrefour de la rue de Scaër et de la rue de la source.	De 8h30 à 18h30
HOUAT	- les rues du bourg - la zone portuaire à l'exclusion des espaces dédiés à la pêche professionnelle	De 9h00 à 19h00
LANVENEGEN	Zone agglomérée	De 7h à 21h
LA TRINITE SUR MER	- Cours des quais — de la Société Nautique de la Trinité sur Mer (SNT) à l'ancien bâtiment de l'IFREMER.	De 7h00 à 23h00
LE TOUR DU PARC	Rue de la mairie	De 8h00 à 20h00
LOCMARIAQUER	 Dans les deux cimetières Sur le sentier côtier de Port Fetan au Guilvin Sur les structures pontonnières du Port Aux cales du Bourg et du Guilvin Et dans le périmètre situé entre La Route d'Auray à partir du vieux cimetière Le Rond Point de Kerlud La Croix des Fleurs Le Guilvin 	De 7h00 à 23h00
PLEUCADEUC	- Place Anne de Bretagne - Avenue de Paris, du 1 jusqu'au 12 avenue de Paris - Avenue du Général de Gaulle, du 1 jusqu'au 22 avenue du Général de Gaulle - Avenue Saint Pierre, du 2 jusqu'à la place du Souvenir Français (et 2 avenue de Gournava) - Rue Pasteur - Rue Duguesclin - Allée de Chabannes à remonter jusqu'au 13 avenue du Général de Gaulle (en empruntant la rue d'accès au lotissement Le Clos de la Croix Josse) - Avenue des Sports, du 2 jusqu'au 10 avenue des Sports, - Place des Tilleuls	De 8h à 20h

Page 1

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du novembre 2020 portant obligation du port du masque de protection dans le Morbihan

QUIBERON	- places de la gare, des corsaires, de la République, - place et esplanade Hoche, - rues de la gare à partir du 17 jusqu'à la rue de Verdun, de Verdun, de Port Maria, du phare de la place Hoche à la place République, -parking du Varquez -boulevard Chanard jusqu'au boulevard René Cassin, - promenade de la plage, - quais de l'embarcadère/gare maritime, de Belle-Ile, de l'océan jusqu'au 2 quai de Houat,	De 8h00 à 23h00
ROUDOUALLEC	- rues Nicolas Le Grand, de Chateauneuf, Guiscriff, Kastell Dour, Jean-Pierre Bénéat, du Trépas, des Montagnes Noires, du Bel Air	De 7h00 à 22heures
SAINT PIERRE QUIBERON	- Rues du Docteur Le Gal, du Général de Gaulle - Quai d'Orange - Sur la promenade Tabarly et pour le secteur de Portivy la promenade de Téviec et la promenade des Îles - Sur la place et le quai Saint Ivy	De 8h à 24h
SAINT-GILDAS DE RHUYS	- rues du Général de Gaulle, des Vénètes, - place Monseigneur Ropert - rue Saint Goustan	De 10h00 à 22h00
SAINT-PHILIBERT	- rues des ormes, abbé Joseph Martin, Georges Camenen, du Ponant, Jean-François Gouzer, de la chapelle, des hautes de Kerdréan, du Prétoc, des presses (de l'intersection allée des goëlands à celle route des plages), rue du Vieux Pont - ruelle de la montagne, - Place des 3 otages	De 8h à 20h